



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

## ON MANQUE DE TOUT !

On nous amuse depuis des semaines avec l'approvisionnement des masques. « Vous allez en avoir des dizaines de millions la semaine prochaine », puis « vous allez en avoir des dizaines de millions la semaine d'après » pour finir par savoir que nous en aurons commandé 1 milliard 500 millions à la Chine... que nous n'aurons peut-être jamais. Mais de ce qui se moque-t-on ?

Confinés depuis 3 semaines, c'est toujours le même constat qui s'impose : pas de masques, pas de blouses, pas de gants, insuffisamment de respirateurs, des bouteilles d'oxygène qui vont manquer, pénurie de curare, de pousse-seringue, etc...

Aujourd'hui, ce sont des médecins urgentistes quasiment tous sur le pont du Covid-19, qui indiquent que c'est de médicaments que l'on risque de manquer (antibiotique, chloroquine etc...)

Quant aux tests, personne ou presque n'en voit la couleur... ou plutôt si, une petite minorité, de gens bien influents. Cela nous rappelle la fable : « selon que vous serez faibles ou puissants ».

Bien évidemment, et en premier lieu, ce sont les personnels soignants qui ne bénéficient pas de moyens de protection à changer régulièrement mais ce sont également les caissières, les transporteurs, les livreurs qui, à plus forte raison, ne peuvent changer de masques régulièrement. Ce sont aussi tous ceux du bâtiment et de bien d'autres entreprises qui ne bénéficient d'aucune protection.

Pourtant, la ministre du Travail, en passant par celui de l'Économie et des Finances pour arriver au Président de la République, clament sur tous les toits qu'il faut retourner au boulot parce que les masques vont arriver... d'ici la fin de l'année.

Sans ces moyens de protections, les salariés ont raison de faire jouer le droit d'alerte et même d'aller jusqu'aux arrêts de travail.

Les salariés ont raison, quand ils disent que la loi travail a détruit le code du travail, encore plus aujourd'hui d'ailleurs avec la loi d'urgence sanitaire, pour ne revenir que sur un point parmi tant d'autres démontrant la nocivité sur le temps de travail, les congés, les RTT... Il y a bien évidemment les attaques et la remise en cause de la médecine du travail qui serait pourtant, et plus que d'habitude, bien utile aujourd'hui.

Depuis des années, le mouvement syndical revendicatif descendait dans la rue pour défendre les services publics et bien évidemment la santé, la sécurité sociale, etc ...

Pendant cette période et au cours de la première année du quinquennat, le Président de la République invitait le Président américain au défilé militaire du 14 juillet pour « en mettre plein la vue » à ce dernier devant nos chars, nos avions, nos camions et le reste.

Pendant ce temps-là, l'hôpital du Val de Grâce était fermé, les urgences de l'Hôtel Dieu également, des services et des hôpitaux disparaissaient, fermaient avec des personnels en considérable diminution.

Il aurait été bien inspiré plutôt que de glorifier les marchands de canons de lui faire applaudir la construction d'hôpitaux, la création de services d'urgences, de services spécialisés, de centres de recherche et du personnel en nombre, reconnu et bien payé.

Mais voilà, les choix français, américains et de bien d'autres pays sont dictés par la sacro-sainte règle du non dépassement des 3% et par le diktat de la Banque Mondiale, du FMI et de la Commission Européenne qui s'empressent de faire appliquer les chantres du capitalisme qui n'a pas grand-chose à faire, ni de la santé, ni de la vie des travailleurs à travers le monde.

Mais si on manque de tout en matériel, du côté pouvoir on manque de respect à l'égard de ceux qui meurent, de ceux qui sont en réanimation et qui souffrent quand nous entendons le Préfet de Police indiquer que ceux qui sont en réanimation sont ceux qui n'ont pas respecté les consignes de confinement.

Un véritable scandale qui permet de mieux comprendre pourquoi les salariés et notamment le personnel soignant ont tant souffert dans les manifestations où ils revendiquaient d'autres moyens pour les hôpitaux et le maintien de leurs régimes de retraite.

Le Président de la République, dans toutes ses interventions, « prêche » l'union nationale. Il l'aura quand les hôpitaux sortiront de terre, quand les personnels seront en nombre suffisant, reconnus et mieux payés, quand la recherche prendra toute sa valeur.

Il l'aura quand nous retrouverons pleinement tous nos services publics.

Il l'aura quand il aura retiré les contre-réformes désastreuses des ; loi Travail, sur l'assurance chômage et sur les retraites.

Il l'aura quand il sera capable de faire évoluer les salaires et les retraites pour l'ensemble des salariés.

Avec l'URIF FO, il ne peut y avoir d'union nationale, il ne peut y avoir de politique d'accompagnement de la loi d'urgence sanitaire qui impose la prise de congés des salariés, la prise des RTT... le chômage partiel, véritable aubaine pour certaines entreprises et la volonté de ne plus appliquer statuts et conventions collectives.

Il ne peut y avoir d'union nationale avec tous ceux qui, aujourd'hui et au cours des années passées, ont conduit une politique de destruction d'une véritable politique sociale issue des grandes périodes de notre histoire particulièrement en 1936 et 1945.

En 1936 et 1945, c'est les grandes nationalisations, le développement de la protection sociale et de la construction du fameux modèle social français que de nombreux pays nous enviaient.

Alors, aujourd'hui, chiche et ça fera « nouveau monde ». On renationalise toutes nos grandes entreprises qui, de façon « vicieuse », ont été privatisées - on nationalise l'industrie du médicament - on nationalise la fabrication du matériel médical - on nationalise toute la fabrication des masques et autres vêtements de protection.

On RELOCALISE et si nos constructeurs automobiles sont en capacité de construire des « respirateurs », ils sont aussi capables de fabriquer des voitures sur le territoire français.

Libres, indépendants et revendicatifs, nous entendons conserver le droit de le rester et ce n'est pas en nous montrant du doigt comme des « moutons noirs » que nous nous tairons.

Paris, le 3 avril 2020